

Le nouveau directeur de l'IHU Méditerranée suspend les essais cliniques

Par Le Figaro avec AFP

Publié à l'instant

Écouter cet article 

00:00/02:44 



À peine arrivé, le Professeur Fournier doit déjà faire face à une importante polémique. AFP

Cette décision a été prise à la suite de la publication d'un rapport accablant par l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Le Pr Fournier, qui vient de succéder au controversé Didier Raoult à la tête de l'IHU Méditerranée Infection, a annoncé mercredi 7 septembre la suspension des essais cliniques dans l'établissement, après un nouveau rapport accablant et alors que la justice enquête sur les pratiques de l'institut. *«Je me suis assuré que tous les essais cliniques en cours relevant de la recherche impliquant la personne humaine (RIPH) soient suspendus, dans l'attente de la régularisation de la situation»*, écrit Pierre-Edouard Fournier dans une déclaration transmise à l'AFP.

Le Pr Fournier, spécialiste des maladies infectieuses et dont la nomination avait suscité des réserves car il a lui-même longtemps travaillé sous l'égide du Pr Raoult, a pris ses fonctions en pleine tempête médiatique autour de l'institut.

Dans cette première prise de parole officielle, il a opté pour un ton conciliant qui tranche avec celui de son prédécesseur, assurant par exemple que ses premières réunions avec les hôpitaux marseillais (AP-HM) *«ont permis de poser les bases de relations constructives et apaisées»*. Il se dit également *«heureux»* de rencontrer prochainement les ministres de la Santé et de la Recherche pour leur présenter son *«plan d'action ambitieux»* qui *«mettra en œuvre les recommandations»* du rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et son homologue pour l'enseignement supérieur et la recherche (IGESR) publié lundi.

Ce document a souligné les dérives médicales, scientifiques et de management au sein de l'IHU alors dirigé par le Pr Raoult, dont plusieurs pouvant *«relever d'une qualification pénale»*. Les ministres de la Recherche et de la Santé, Sylvie Retailleau et François Braun, avaient annoncé dans la foulée saisir la justice.

Le parquet de Marseille a lui annoncé avoir déjà ouvert en juillet une information judiciaire, après un autre rapport cinglant de l'Agence du médicament (ANSM), pour *«faux en écriture»*, *«usage de faux en écriture»* et *«recherche interventionnelle impliquant une personne humaine non justifiée par sa prise en charge habituelle»*. Dans les conclusions de son enquête en avril, l'ANSM accusait l'IHU *«de graves manquements et non-conformités à la réglementation des recherches impliquant la personne humaine»*.

Retraité depuis l'été 2021 de son poste de professeur d'université-praticien hospitalier, Didier Raoult a été remplacé fin août à la tête de l'IHU Méditerranée. Il avait acquis une importante célébrité médiatique en tenant des positions, aujourd'hui discréditées, sur le Covid-19, notamment l'efficacité supposée de traitements comme l'hydroxychloroquine. Dans sa réponse à l'Igas et l'IGESR, Didier Raoult a déploré *«une absence de distance de (leur) mission qui s'apparente plus à une mission commando qu'à une inspection au service de l'État français.»*